



Union Paneuropéenne Internationale

F-67000 STRASBOURG

@ : international.paneurope@gmail.com

Monsieur Emmanuel Macron
Président de la République
Palais de l'Elysée
55 rue du Faubourg Saint Honoré
F-75008 Paris

Paris, le 31 Octobre 2019

Monsieur le Président de la République,

Après votre discours sur l'Europe, prononcé à la Sorbonne le 20 Septembre 2017, je n'avais pas manqué de vous présenter les plus vives félicitations de l'Union Paneuropéenne Internationale à la tête de laquelle j'ai succédé à Otto de Habsbourg-Lorraine, qui avait lui-même pris la succession de Richard Coudenhove-Kalergi, fondateur de la plus ancienne organisation pro-européenne.

Et, c'est précisément à ce dernier, qui avait publié le livre-manifeste Paneuropa en 1923, que vous vous êtes vous-même référé lors de votre discours du 10 Mai 2018, à Aix la Chapelle, à l'occasion de la réception du Prix Charlemagne qui vous avait été décerné.

Pour ce pionnier, dont vous aviez rappelé l'initiative fondatrice, « Paneurope » signifiait que ce sont tous les pays européens qui devraient se rassembler pour consolider la paix, en y favorisant le développement solidaire de leurs peuples.

C'est le même qui, comme Charles de Gaulle quarante ans plus tard, avait déjà indiqué que la spécificité britannique entraînerait le Royaume-Uni vers « le grand large », plutôt que vers le continent européen.

Réunis à Split en Croatie, les 25 et 26 Octobre 2019, les délégués de notre organisation, qui rassemble trente comités nationaux, m'ont chargé de vous transmettre leur plus vive protestation face à votre refus d'autoriser l'ouverture des négociations d'adhésion à l'Union Européenne à deux États de l'Europe du Sud-Est, auxquels le Conseil Européen avait promis, il y a vingt ans, de tous les accueillir en son sein, sans aucune exception.

Connaissant bien ces pays à l'histoire tourmentée par des influences extérieures et par des rivalités ancestrales enfin surmontées, j'ai été profondément choqué par cette décision incompréhensible, qui ne pourra que nuire à l'image et à la réputation de la France et des autres pays qui vous ont suivi dans ce refus.

En effet, il faut connaître les peuples de l'Europe du Sud-Est pour comprendre à quel point, ils sont, depuis si longtemps, en attente d'« Europe ».

Si l'on se réfère aux dernières négociations d'adhésion, avec la Croatie en particulier, il aura fallu une huitaine d'années pour qu'elles aboutissent. Retarder l'ouverture de ces négociations, qui ne préjuge en rien de leurs conclusions, c'est la remettre délibérément aux calendes grecques et tromper les Macédoniens, auxquels le Conseil Européen l'avait conditionnée au changement de leur nom constitutionnel. Quant aux nombreuses demandes d'asile politique présentées par des Albanais, auxquelles vous vous êtes aussi référé pour justifier votre position, il suffirait au gouvernement français, pour les rendre inopérantes, de faire savoir qu'elles seront systématiquement refusées, du seul fait que leur pays est désormais une démocratie parlementaire.

En humiliant, par cette décision, tous les peuples de cette région, solidaires par proximité et en histoire partagée, y compris ceux qui sont déjà membres de l'Union Européenne, c'est encourager les différentes formes de pénétration et d'influences extérieures qui s'y développent de plus en plus.

Il s'agit en particulier de la Russie, de la Turquie, de l'Arabie Saoudite, de la Chine et même des Etats-Unis qui profitent, à divers titres, des carences européennes.

Vous aurez aussi pu constater que le Parlement Européen, dans sa très grande majorité, partage la même analyse.

Je vous assure également, pour bien les connaître, que les peuples Albanais et Macédoniens ne peuvent être que favorables à notre objectif commun en faveur d'une Europe, puissance indépendante, souveraine et solidaire.

Ces deux peuples ont été, en effet, durement et longuement marqués par les contraintes qui leur furent imposées par le système communiste.

En espérant que vous voudrez bien accepter de réexaminer votre position, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma très haute et respectueuse considération.



Alain Terrenoire
Président de l'Union Paneuropéenne Internationale
Ancien député européen
Membre honoraire de l'Assemblée Nationale

40 avenue Charles Floquet, 75007- PARIS
@ : alain.terrenoire@hotmail.fr